



État et Démocratie

Réforme des finances publiques

Le défi

Les finances publiques d'un pays constituent l'épine dorsale de l'État. Un système de finances publiques qui fonctionne bien garantit que les fonds nécessaires pour le financement des biens publics tels que la sécurité, l'éducation et la santé sont disponibles, et que les ressources financières sont utilisées de manière efficace pour le développement durable du pays.

L'Agenda 2030 pour le Développement Durable souligne l'importance des finances publiques dans plusieurs de ses 17 objectifs. L'Objectif 17 met l'accent sur la mobilisation des ressources propres comme outil pour mettre en œuvre l'Agenda 2030. L'établissement d'institutions nationales et internationales efficaces, responsables et inclusives pour la gestion des finances publiques fait partie de l'Objectif 16. Les politiques de redistribution, telles que les systèmes fiscaux et budgétaires nationaux, sont des outils politiques clés pour parvenir à la réduction de l'inégalité des revenus, comme l'indique l'Objectif 10.

Idéalement, le système de revenus d'un pays est conçu de manière à répondre au consensus de l'ensemble de la société. Il génère des recettes fiscales par le biais des impôts et des droits de douane, qui sont suffisantes pour financer les objectifs de développement du pays. Toutefois, dans de nombreux pays, le potentiel de recettes n'est pas exploité jusqu'à présent. L'État se prive de ressources propres en raison de l'évasion fiscale, d'une législation lacunaire et de la faiblesse des administrations fiscales. Un système budgétaire transparent et fiable ainsi que des systèmes de contrôle interne efficaces garantissent que les ressources limitées de l'État sont utilisées de manière efficace, conformément aux priorités politiques, et qu'elles profitent autant que possible à la population. Cela renforce la légitimité de l'action publique et jette les bases d'une lutte efficace contre la pauvreté. Pour y parvenir, de nombreux pays doivent procéder à de vastes réformes budgétaires. Sur la base du contrôle financier interne effectué par l'administration publique elle-même, la Cour des comptes, en tant que contrôle financier externe indépendant

du gouvernement, vérifie l'utilisation des ressources de l'État. La gestion des finances locales et le renforcement de l'action locale, ainsi que l'organisation des relations financières internes, y compris la répartition des compétences au niveau local, sont donc également des questions centrales dans le système des finances publiques.

Notre approche

Notre service de conseil est guidé par le principe de la bonne gouvernance financière (voir BMZ Sector Concept 4/2014, en anglais) ainsi que par les normes internationales et les bonnes pratiques dans le domaine des finances publiques. L'objectif central de la GIZ est de renforcer les capacités des personnes, des organisations et des sociétés dans les pays partenaires et de leur permettre de réaliser leurs propres objectifs grâce à une utilisation efficace et durable des ressources. Dans sa pratique consultative, la GIZ travaille principalement avec les ministères nationaux des finances, les administrations fiscales, les cours des comptes, les commissions du budget du parlement, mais pas seulement : Les ministères sectoriels et leurs départements budgétaires ainsi que les unités de contrôle interne dans les administrations publiques et les municipalités sont également des partenaires importants. La GIZ intervient également en faveur de la coopération et du dialogue des institutions étatiques avec les entreprises et la société civile en matière de fiscalité. Le travail de consultation utilise souvent les connaissances d'experts allemands et européens venant des administrations compétentes, des ministères fédéraux et des ministères des *Länder*.

Le concept de bonne gouvernance financière (BGF) est d'une importance centrale pour tous les processus de finances publiques afin d'assurer l'orientation vers le développement, l'efficacité, la transparence et la légitimité de l'action publique. La GIZ conseille en étant consciente qu'une réforme du système des finances publiques n'est pas seulement une question technique mais doit s'inscrire dans le contexte politico-économique d'un pays et nécessite le consensus de



divers groupes d'intérêt. La BGF joue un rôle dans la prévention des crises et après les conflits et est important pour le développement de l'Etat.

Nos prestations

Un système de finances publiques comprend plusieurs éléments. La gamme de services offerts par la GIZ inclut donc plusieurs domaines de consultation:

- **Politique fiscale et administration des recettes:** un système de recettes efficace garantit que les recettes fiscales et douanières sont générées correspondant aux objectifs sociétaux globaux. Il assure la création d'un cadre approprié pour la croissance économique. Les bases juridiques et l'administration fiscale et douanière seront améliorées, favorisant ainsi la transparence et la légitimité vis-à-vis les contribuables et les entreprises.
- **Réformes du budget public:** Un système budgétaire transparent et fiable et des systèmes de contrôle interne efficaces veillent à ce que les faibles ressources publiques soient utilisées de manière efficace conformément aux priorités politiques et à ce que la population en bénéficie le maximum. Cela renforce la légitimité de l'action publique et crée les bases pour une réduction effective de la pauvreté.
- **Audit / Cour des Comptes:** Sur la base du contrôle financier interne exercé par l'administration publique elle-même, la Cour des Comptes, en tant qu'institution de contrôle financier externe et indépendant du gouvernement, examine l'utilisation des ressources publiques. Avec les résultats de son audit et ses recommandations, la Cour des Comptes fournit des informations au Parlement et aux citoyens afin que ces derniers puissent exiger des comptes du gouvernement. Le contrôle financier interne et externe apporte donc une contribution importante à la prévention de la corruption. En même temps, l'État de droit est promu dans l'administration publique selon le principe de la séparation des pouvoirs.
- **Conception des relations financières infranationales:** Des institutions efficaces et responsables sont également nécessaires au niveau local pour assurer la bonne mise en œuvre des politiques. La gestion financière locale et le renforcement des recettes locales ainsi

que la structuration des relations financières nationales, y compris la répartition des compétences au niveau local, sont des questions centrales dans le système des finances publiques.

- **BGF dans le financement de la lutte contre le changement climatique:** Notre conseil vise à mettre en place des structures efficaces, transparentes et participatives pour la mise en œuvre des fonds climatiques à travers le système des finances publiques.

Votre avantage

Avec la BGF, la GIZ propose une approche intégrale dont les composants peuvent être conseillé de façon modulaire et successive selon les besoins. La consultation s'accompagne toujours d'une analyse du cadre global de la BGF afin de pouvoir réagir au contexte spécifique du pays et proposer des solutions individuelles. Celles-ci sont basées sur 30 années d'expérience de consultation dans le domaine. Nous travaillons sur tous les continents sur le terrain, dans les pays en développement et émergents et dans le processus de rapprochement de l'UE. Nous combinons expertise professionnelle avec des connaissances méthodologiques sur la gestion du changement et le savoir-faire en matière de conseil politique. Avec nous, vous avez accès à un réseau d'experts issus d'autorités nationales, européennes et internationales, de cabinets de conseil et de scientifiques.

Un exemple du terrain

Le programme de BGF au Ghana soutient le gouvernement du Ghana depuis 2003. Le programme est mandaté par le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) et est cofinancé par la Suisse (SECO), les Pays-Bas (EKN) et les États-Unis (USAID). Il aborde plusieurs domaines de la bonne gouvernance financière, en particulier la politique et l'administration fiscales, les finances publiques et le contrôle financier. Des résultats visibles ont été obtenus. Les recettes fiscales ont augmenté au fil du temps pour atteindre un taux d'imposition de 17,5% du PIB en 2015.

Contact

Governance@giz.de
www.giz.de/good-governance

Editeur

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société:
Bonn et Eschborn

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn, Allemagne
Téléphone +49 61 96 79-6464
Fax +49 61 96 79-806464
E-Mail wissen@giz.de
Internet www.giz.de